



RÉPUBLIQUE
FRANÇAISE

*Liberté
Égalité
Fraternité*



FINANCES PUBLIQUES

Service de la fonction financière et comptable de l'Etat

Situation Mensuelle de l'Etat



Juin 2023



Synthèse.....	2
Faits marquants.....	2
Chiffres clés.....	4
Solde d'exécution budgétaire.....	5
Dépenses.....	6
Dépenses nettes du budget général par titre et catégorie.....	6
Dépenses du budget général par mission et programme.....	7
Recettes.....	10
Recettes fiscales brutes du budget général (niveau détaillé).....	10
Recettes non fiscales du budget général.....	12
Prélèvements sur recettes de l'Etat et fonds de concours et attributions de produits.....	14
Opérations des comptes spéciaux.....	15
Données patrimoniales.....	16
Correspondants du Trésor et personnes habilitées.....	16
Dette financière de l'Etat.....	17
Notes méthodologiques.....	18



Solde d'exécution budgétaire de l'exercice (hors FMI) : -116,181 Md€

Le solde d'exécution budgétaire à fin juin 2023 s'élève à -116,181 Md€ contre -76,838 Md€ à fin juin 2022 à périmètre constant.

Cette évolution (-39,343 Md€) s'explique par une

augmentation des dépenses nettes de 17,094 Md€, une baisse des recettes nettes de 17,195 Md€ et une variation négative du solde des comptes spéciaux de 5,054 Md€.

Dépenses du budget général (nettes) : 225,840 Md€

Les principales dépenses du mois (en CP)

► **Mission Enseignement scolaire** : 6,665 Md€, principalement au titre du programme « Enseignement scolaire public du second degré » (2,985 Md€) et du programme « Enseignement scolaire public du premier degré » (2,060 Md€) ;

► **Mission Solidarité, insertion et égalité des chances** : 4,036 Md€, essentiellement au titre du programme « Handicap et dépendance » (2,086 Md€) et du programme « Inclusion sociale et protection des personnes » (1,650 Md€) ;

► **Mission Défense** : 3,970 Md€, essentiellement au titre du programme « Soutien de la politique de la défense » (1,891 Md€), du programme « Préparation et emploi des forces » (1,033 Md€) et du programme « Equipement des forces » (0,943 Md€) ;

► **Mission Ecologie, développement et mobilité durables** : 2,646 Md€, notamment au titre du programme « Service public de l'énergie » (1,229 Md€) ;

Les dépenses nettes à fin juin 2023 s'élèvent à 225,840 Md€ contre 208,745 Md€ à fin juin 2022 à périmètre constant.

Cette évolution (+17,094 Md€) résulte essentiellement de la hausse des dépenses de fonctionnement pour +8,443 Md€ (écart essentiellement lié à la mission "Engagements financiers de l'Etat" pour +6,613 Md€, hausse prévue en LFI), des charges de la dette de l'Etat

► **Mission Investir pour la France de 2030** : 2,305 Md€, principalement au titre du programme « Financement des investissements stratégiques » (1,505 Md€) ;

► **Mission Recherche et enseignement supérieur** : 2,137 Md€, principalement au titre du programme « Recherches scientifiques et technologiques pluridisciplinaires » (1,336 Md€) ;

► **Mission Sécurités** : 2,060 Md€, essentiellement au titre du programme « Police nationale » (1,083 Md€) et du programme « Gendarmerie nationale » (0,925 Md€) ;

► **Mission Travail et emploi** : 1,686 Md€, principalement au titre du programme « Accompagnement des mutations économiques et développement de l'emploi » (1,138 Md€) ;

► **Mission Relations avec les collectivités territoriales** : 1,192 Md€, essentiellement au titre du programme « Concours financiers aux collectivités territoriales et à leurs groupements » (1,185 Md€).

pour +3,653 Md€ (écart essentiellement lié à la mission "Engagements financiers de l'Etat" pour +3,615 Md€, en raison d'abondements du compte de commerce "Gestion de la dette et de la trésorerie de l'Etat" plus précoces qu'en 2022), des dépenses de personnel pour +2,508 Md€ (hausse prévue en LFI), des dépenses d'investissement pour +1,136 Md€ (écart essentiellement lié à la mission "Défense") et des dépenses d'intervention pour +0,995 Md€.

Recettes du budget général (nettes) : 129,468 Md€

Les principales recettes du mois

► **IS net** : 9,468 Md€ ;

► **IR net** : 7,206 Md€ ;

► **TVA nette** : 5,802 Md€ ;

► **Autres impôts directs et taxes assimilées** : 5,165 Md€, dont 2,053 Md€ de cotisation sur la valeur ajoutée des entreprises (CVAE) affectée à l'Etat, 1,621 Md€ de retenues à la source et prélèvements sur les revenus de capitaux mobiliers et le prélèvement sur les bons anonymes, ainsi que 0,915 Md€ de prélèvements de solidarité ;

► **Enregistrement, timbre, autres contributions et taxes indirectes** : 3,431 Md€, dont 2,080 Md€ de droits de mutation à titre gratuit ;

► **TICPE nette** : 1,657 Md€ ;

► **Dividendes et recettes assimilées** : 1,336 Md€, dont 0,640 Md€ de dividende versé par la Caisse des dépôts et consignations ;

► **Prélèvements sur les recettes de l'Etat au profit de l'Union européenne** : -2,084 Md€ ;

► **Prélèvements sur les recettes de l'Etat au profit des collectivités territoriales** : -7,261 Md€, dont 4,699 Md€ au titre de la dotation globale de fonctionnement et 1,107 Md€ au profit du Fonds de compensation pour la taxe sur la valeur ajoutée (FCTVA).



Recettes fiscales (nettes) : 154,404 Md€

Les recettes fiscales nettes à fin juin 2023 s'élèvent à 154,404 Md€ contre 159,846 Md€ à fin juin 2022 à périmètre constant.

Cette évolution (-5,441 Md€) s'explique essentiellement par une diminution des recettes d'IS net pour -4,568 Md€ (écart lié à une baisse des recettes brutes et à une hausse des R&D) et des

"Autres taxes intérieures" pour -3,704 Md€ (écart principalement lié à la TICFE, essentiellement en raison de la mise en œuvre du bouclier tarifaire), ainsi que par une hausse des recettes d'IR net pour +1,324 Md€ et de TICPE nette pour +0,771 Md€ (écarts liés au dynamisme des recettes brutes).

Recettes non fiscales : 6,842 Md€

Les recettes non fiscales à fin juin 2023 s'élèvent à 6,842 Md€ contre 16,153 Md€ à fin juin 2022 à périmètre constant.

Cette évolution (-9,312 Md€) s'explique essentiellement par un versement de l'Union européenne pour cofinancer une partie des dépenses

engagées par la France au titre du plan de relance, constaté pour 7,400 Md€ durant le mois de mars en 2022 mais non encore intervenu en 2023, ainsi que par un dividende de 1,686 Md€ versé par la Banque de France en juin 2022.

Prélèvements sur les recettes de l'Etat : -34,825 Md€

Les prélèvements sur les recettes de l'Etat à fin juin 2023 s'élèvent à -34,825 Md€ contre -31,903 Md€ à fin juin 2022 à périmètre constant.

Cette évolution (-2,922 Md€) s'explique

essentiellement par une augmentation des PSR au profit des collectivités territoriales à hauteur de 3,496 Md€, principalement au titre de la dotation globale de fonctionnement pour 2,733 Md€.

Fonds de concours et attributions de produits : 3,047 Md€

Les fonds de concours et attributions de produits à fin juin 2023 s'élèvent à 3,047 Md€ contre

2,567 Md€ à fin juin 2022 à périmètre constant, soit une évolution de +0,480 Md€.

Solde des comptes spéciaux (hors FMI) : -19,810 Md€

Les principales évolutions du mois (hors CAS « Pensions »)

► Le compte « **Avances aux collectivités territoriales** » enregistre des dépenses pour 9,822 Md€ et des recettes pour 10,385 Md€ (dont 3,904 Md€ au titre des fractions de TVA reversées du budget général vers les collectivités territoriales, 3,310 Md€ de CFE-IFER, essentiellement au titre de l'acompte du 15 juin, ainsi que 1,609 Md€ de TF, essentiellement au titre de la mensualisation) ;

► Le compte « **Participations financières de l'Etat** » affiche des dépenses pour 1,406 Md€ (dont 1,098 Md€ au titre de l'indemnisation des actions et des OCEANes de la société EDF visées par le retrait obligatoire) ;

Le solde des comptes spéciaux à fin juin 2023 s'élève à -19,810 Md€ contre -14,756 Md€ à fin juin 2022 à périmètre constant.

Cette évolution (-5,054 Md€) s'explique principalement par une diminution du solde des comptes de concours financiers de -3,908 Md€

► Le compte « **Gestion de la dette et de la trésorerie de l'Etat** » présente des dépenses pour 1,281 Md€ (dont 0,671 Md€ au titre du paiement des intérêts des OAT à taux fixes et 0,570 Md€ au titre du paiement des intérêts des BTF) et des recettes pour 0,919 Md€ (notamment au titre d'abondements par le budget général) ;

► Le compte « **Couverture des risques financiers de l'Etat** » enregistre des dépenses pour 1,048 Md€ et des recettes pour 1,048 Md€.

(dont le compte « Avances aux collectivités territoriales » pour -3,898 Md€, dégradation du solde prévue en LFI) et du solde des comptes d'affectation spéciale de -1,526 Md€ (dont le compte « Participations financières de l'Etat » pour -1,260 Md€).

Dettes financières de l'Etat au 30 juin 2023 : 2 410,819 Md€

La dette financière est en augmentation de 98,527 Md€ depuis le début de l'année 2023.

Cette évolution s'explique par les flux nets des titres négociables (hausse des OAT de +86,498 Md€

et hausse des BTF de +13,821 Md€), ainsi que par les dettes financières et autres emprunts (baisse à hauteur de -1,792 Md€).



	Mois	Cumul à fin juin		Ecart cumul	
	unité : million d'€.	2023	2022 retraité	2022 exécuté	2023 / 2022 retraité
DONNEES BUDGETAIRES					
Solde d'exécution budgétaire de l'exercice (hors FMI)	-8 960	-116 181	-76 838	-76 084	-39 343
Dépenses du budget général (nettes)	34 797	225 840	208 745	205 988	17 094
Recettes du budget général (nettes)	26 176	129 468	146 663	144 660	-17 195
Principales recettes fiscales (nettes)					
- IR	7 206	41 656	40 333	40 333	1 324
- IS *	9 468	27 265	31 832	31 832	-4 568
- TICPE	1 657	8 104	7 333	7 937	771
- TVA	5 802	48 058	48 181	52 958	-123
Solde des comptes spéciaux (hors FMI)	-338	-19 810	-14 756	-14 756	-5 054

DONNEES PATRIMONIALES

Correspondants du Trésor et personnes habilitées	-543	164 536
Dette financière de l'Etat	34 773	2 410 819

* hors contribution sociale sur les bénéficiaires des sociétés
et contribution de la Caisse des dépôts et consignations représentative de l'impôt sur les sociétés



	Mois	Cumul à fin juin			Ecart cumul
	unité : million d'€. Juin	2023	2022 retraité	2022 exécuté	2023 / 2022 retraité
Dépenses nettes du budget général					
Dotations des pouvoirs publics	0	1 077	1 048	1 048	29
Dépenses de personnel	11 859	71 044	68 536	68 554	2 508
Dépenses de fonctionnement	5 356	40 217	31 774	31 591	8 443
Charges de la dette de l'Etat	379	26 368	22 715	22 715	3 653
Dépenses d'investissement	1 072	9 408	8 273	8 273	1 136
Dépenses d'intervention	15 573	76 125	75 130	72 538	995
Dépenses d'opérations financières	559	1 601	1 270	1 270	330
Total des dépenses (nettes) (I)	34 797	225 840	208 745	205 988	17 094
Recettes nettes du budget général					
Recettes fiscales	32 521	154 404	159 846	157 939	-5 441
Recettes non fiscales	2 157	6 842	16 153	16 153	-9 312
Prélèvements sur recettes	-9 344	-34 825	-31 903	-31 999	-2 922
Fonds de concours et attributions de produits ⁽¹⁾	843	3 047	2 567	2 567	480
Total des recettes (nettes) (II)	26 176	129 468	146 663	144 660	-17 195
Total des recettes (nettes et hors prélèvements sur recettes)	35 520	164 293	178 566	176 659	-14 273
SOLDE DU BUDGET GENERAL (III = II - I)	-8 621	-96 372	-62 082	-61 328	-34 289
Comptes spéciaux					
Solde des comptes d'affectation spéciale	-834	-668	859	859	-1 526
Solde des comptes de concours financiers	797	-19 588	-15 680	-15 680	-3 908
Solde des comptes de commerce	-325	420	49	49	370
Solde des comptes d'opérations monétaires	10	713	-1 091	-1 091	1 804
SOLDE DES COMPTES SPECIAUX (hors FMI) (IV)	-338	-19 810	-14 756	-14 756	-5 054
SOLDE D'EXECUTION BUDGETAIRE DE L'EXERCICE (hors FMI) (V = III + IV)	-8 960	-116 181	-76 838	-76 084	-39 343

⁽¹⁾ Modification de libellé en LFI 2023



	Mois	Cumul à fin juin			Ecart cumul
	unité : million d'€. Juin	2023	2022 retraité	2022 exécuté	2023 / 2022 retraité
TITRE 2 - DEPENSES DE PERSONNEL	11 859	71 044	68 536	68 554	2 508
Rémunérations d'activité	6 867	41 018	39 620	39 630	1 399
Cotisations et contributions sociales	4 868	29 429	28 346	28 353	1 083
Prestations sociales et allocations diverses	124	597	570	570	26
AUTRES TITRES	22 939	154 795	140 209	137 434	14 586
Titre 1 - Dotations des pouvoirs publics	0	1 077	1 048	1 048	29
Titre 3 - Dépenses de fonctionnement	5 356	40 217	31 774	31 591	8 443
Dépenses de fonctionnement autres que celles de personnel	3 329	22 621	16 495	16 333	6 127
Subventions pour charges de service public	2 027	17 596	15 279	15 257	2 317
Titre 4 - Charges de la dette de l'Etat	379	26 368	22 715	22 715	3 653
Intérêts de la dette financière négociable	0	0	0	0	0
Intérêts de la dette financière non négociable	0	0	0	0	0
Charges financières diverses	379	26 368	22 715	22 715	3 653
Titre 5 - Dépenses d'investissement	1 072	9 408	8 273	8 273	1 136
Dépenses pour immob. corporelles de l'Etat	856	6 640	6 016	6 016	624
Dépenses pour immob. incorporelles de l'Etat	216	2 769	2 257	2 257	511
Subventions pour charges d'investissement ⁽¹⁾	0	0	0	0	0
Titre 6 - Dépenses d'intervention	15 573	76 125	75 130	72 538	995
Transferts aux ménages	4 901	31 271	29 462	29 397	1 810
Transferts aux entreprises	5 441	23 064	22 147	22 355	917
Transferts aux collectivités territoriales	1 921	7 538	8 765	6 160	-1 228
Transferts aux autres collectivités	3 175	13 537	14 339	14 209	-802
Appels en garantie	135	715	417	417	298
Titre 7 - Dépenses d'opérations financières	559	1 601	1 270	1 270	330
Prêts et avances	1	7	3	3	4
Dotations en fonds propres	111	515	509	509	7
Dépenses de participations financières	447	1 079	759	759	320
TOTAL DES DEPENSES DU BUDGET GENERAL (nettes)	34 797	225 840	208 745	205 988	17 094

⁽¹⁾ Création en LFI 2023



	Mois de juin		Cumul à fin juin 2023		Cumul à fin juin 2022 retraité	Cumul à fin juin 2022 consommé	Ecart cumul
	AE consommées	CP consommés	AE consommées	CP consommés	CP retraités	CP consommés	2023 / 2022 retraité
	unité : million d'€.						
ACTION EXTERIEURE DE L'ETAT	187	197	1 733	1 511	1 701	1 718	-190
Action de la France en Europe et dans le monde	138	130	1 025	919	1 125	1 125	-206
Diplomatie culturelle et d'influence	25	42	487	374	389	407	-16
Français à l'étranger et affaires consulaires	24	26	222	218	186	186	32
ADMINISTRATION GENERALE ET TERRITORIALE DE L'ETAT	474	479	2 281	2 228	2 177	2 172	51
Administration territoriale de l'Etat	208	227	1 263	1 251	1 190	1 182	61
Vie politique	-1	-1	79	81	200	200	-119
Conduite et pilotage des politiques de l'intérieur	267	254	939	896	787	790	109
AGRICULTURE, ALIMENTATION, FORÊT ET AFFAIRES RURALES	331	415	1 785	1 750	1 489	1 385	261
Compétitivité et durabilité de l'agriculture, de l'agroalimentaire et de la forêt ⁽¹⁾	215	307	786	772	682	771	90
Sécurité et qualité sanitaires de l'alimentation	62	58	325	307	335	333	-27
Conduite et pilotage des politiques de l'agriculture	54	51	284	280	278	280	2
Allègements du coût du travail en agriculture (TODE-AG) ⁽²⁾	0	0	391	391	194	0	197
Soutien aux associations de protection animale et aux refuges ⁽²⁾	0	0	0	0	0	0	0
AIDE PUBLIQUE AU DEVELOPPEMENT	314	940	2 248	3 036	2 847	2 849	189
Aide économique et financière au développement	0	542	245	1 314	1 023	1 024	291
Renforcement des fonds propres de l'Agence française de développement	150	150	150	150	0	0	150
Solidarité à l'égard des pays en développement	164	248	1 853	1 572	1 824	1 824	-253
Restitution des "biens mal acquis"	0	0	0	0	0	0	0
ANCIENS COMBATTANTS, MEMOIRE ET LIENS AVEC LA NATION	10	10	1 322	1 244	1 335	1 335	-91
Reconnaissance et réparation en faveur du monde combattant, mémoire et liens avec la Nation	10	10	1 249	1 171	1 258	1 258	-87
Indemnisation des victimes des persécutions antisémites et des actes de barbarie pendant la seconde guerre mondiale	0	0	73	73	77	77	-4
COHESION DES TERRITOIRES	508	421	15 882	8 774	8 327	8 321	447
Hébergement, parcours vers le logement et insertion des personnes vulnérables	286	235	1 466	1 038	976	977	62
Aide à l'accès au logement	0	0	13 282	6 681	6 536	6 536	145
Urbanisme, territoires et amélioration de l'habitat	63	44	687	667	429	429	238
Impulsion et coordination de la politique d'aménagement du territoire	70	47	164	133	120	119	13
Politique de la ville	81	86	253	186	218	216	-32
Interventions territoriales de l'Etat	8	10	29	68	47	44	21
CONSEIL ET CONTRÔLE DE L'ETAT	87	57	424	398	366	366	32
Conseil d'Etat et autres juridictions administratives	68	37	261	237	210	210	27
Conseil économique, social et environnemental	0	0	44	44	44	44	0
Cour des comptes et autres juridictions financières	20	20	118	116	111	111	5
Haut Conseil des finances publiques ⁽³⁾	0	0	0	0	0	0	0
CREDITS NON REPARTIS	0	0	0	0	0	0	0
Provision relative aux rémunérations publiques	0	0	0	0	0	0	0
Dépenses accidentelles et imprévisibles	0	0	0	0	0	0	0
CULTURE	278	315	2 430	1 811	1 731	1 721	81
Patrimoines	73	92	817	502	465	464	37
Création	52	84	753	552	534	513	18
Transmission des savoirs et démocratisation de la culture	87	77	477	384	373	373	11
Soutien aux politiques du ministère de la culture	66	62	383	373	359	370	14
DEFENSE	4 839	3 970	23 767	28 158	26 149	26 142	2 008
Environnement et prospective de la politique de défense	79	103	865	1 067	1 026	1 026	41
Préparation et emploi des forces	2 092	1 033	6 460	6 388	5 929	5 925	459
Soutien de la politique de la défense	1 935	1 891	11 859	11 812	11 303	11 300	509
Equipement des forces	734	943	4 583	8 891	7 891	7 891	1 000
DIRECTION DE L'ACTION DU GOUVERNEMENT	60	61	433	403	452	452	-49
Coordination du travail gouvernemental	52	55	351	330	325	326	4
Protection des droits et libertés	7	7	83	73	69	69	4
Présidence française du Conseil de l'Union européenne en 2022 ⁽³⁾	0	0	0	0	58	58	-58
ECOLOGIE, DEVELOPPEMENT ET MOBILITE DURABLES	2 460	2 646	23 483	21 298	17 978	17 880	3 320
Infrastructures et services de transports	262	622	5 275	4 636	4 482	4 406	154
Affaires maritimes, pêche et aquaculture ⁽¹⁾	46	41	189	150	114	90	36
Paysages, eau et biodiversité	15	21	156	120	103	106	16
Expertise, information géographique et météorologie	3	17	447	302	283	283	19
Prévention des risques	19	198	806	501	452	453	49
Energie, climat et après-mines	210	247	3 689	3 491	2 073	2 071	1 418
Service public de l'énergie	1 229	1 229	10 098	10 098	8 593	8 593	1 505
Conduite et pilotage des politiques de l'écologie, du développement et de la mobilité durables	224	227	1 562	1 535	1 500	1 501	35
Charge de la dette de SNCF Réseau reprise par l'Etat	16	16	416	416	378	378	39
Fonds d'accélération de la transition écologique dans les territoires ⁽²⁾	434	28	844	48	0	0	48



	Mois de juin		Cumul à fin juin 2023		Cumul à fin juin 2022 retraité	Cumul à fin juin 2022 consommé	Ecart cumul
	AE consommées	CP consommés	AE consommées	CP consommés	CP retraités	CP consommés	2023 / 2022 retraité
	unité : million d'€.						
ECONOMIE	43	239	1 049	2 111	3 398	3 228	-1 286
Développement des entreprises et régulations	141	313	1 774	1 601	978	960	624
Plan "France Très haut débit"	-151	-151	-1 544	-151	0	0	-151
Statistiques et études économiques	38	38	238	232	228	228	4
Stratégies économiques	15	40	580	429	444	292	-15
Financement des opérations patrimoniales en 2023 sur le compte d'affectation spéciale "Participations financières de l'Etat" ⁽¹⁾	0	0	0	0	1 748	1 748	-1 748
ENGAGEMENTS FINANCIERS DE L'ETAT	520	529	26 967	33 499	22 948	22 948	10 551
Charge de la dette et trésorerie de l'Etat	363	363	25 951	25 951	22 337	22 337	3 615
Appels en garantie de l'Etat	137	135	965	831	506	506	325
Epargne	20	20	51	50	25	25	25
Dotation du Mécanisme européen de stabilité	0	0	0	0	0	0	0
Augmentation de capital de la Banque européenne d'investissement	0	0	0	0	0	0	0
Fonds de soutien relatif aux prêts et contrats financiers structurés à risque	0	12	0	80	80	80	0
Amortissement de la dette de l'Etat liée à la Covid-19	0	0	0	6 586	0	0	6 586
ENSEIGNEMENT SCOLAIRE	6 679	6 665	41 127	40 912	39 861	39 873	1 051
Enseignement scolaire public du premier degré	2 070	2 060	12 445	12 431	12 023	12 023	408
Enseignement scolaire public du second degré	2 980	2 985	17 943	17 936	17 395	17 400	540
Vie de l'élève	486	452	4 111	4 053	4 133	4 133	-80
Enseignement privé du premier et du second degrés	828	832	4 443	4 395	4 230	4 230	165
Soutien de la politique de l'éducation nationale	213	225	1 344	1 260	1 244	1 244	16
Enseignement technique agricole	102	110	841	838	835	844	2
GESTION DES FINANCES PUBLIQUES	871	878	5 275	5 092	4 911	4 910	181
Gestion fiscale et financière de l'Etat et du secteur public local	649	643	3 942	3 796	3 717	3 713	79
Conduite et pilotage des politiques économiques et financières	83	100	510	500	426	428	74
Facilitation et sécurisation des échanges	139	135	823	795	768	769	27
IMMIGRATION, ASILE ET INTEGRATION	161	141	1 043	857	832	832	25
Immigration et asile	146	122	797	645	642	642	3
Intégration et accès à la nationalité française	15	19	246	212	190	190	22
INVESTIR POUR LA FRANCE DE 2030	72	2 305	596	2 305	682	682	1 623
Soutien des progrès de l'enseignement et de la recherche	0	25	0	25	95	95	-70
Valorisation de la recherche	0	0	0	0	237	237	-237
Accélération de la modernisation des entreprises	0	0	0	0	120	120	-120
Financement des investissements stratégiques	72	1 505	91	1 505	50	50	1 455
Financement structurel des écosystèmes d'innovation	0	775	505	775	180	180	595
JUSTICE	909	1 049	5 917	5 731	5 164	5 165	566
Justice judiciaire	310	323	2 178	2 082	1 996	1 996	86
Administration pénitentiaire	328	378	2 199	2 238	2 069	2 069	170
Protection judiciaire de la jeunesse	67	89	599	505	453	453	51
Accès au droit et à la justice	166	168	550	547	386	386	160
Conduite et pilotage de la politique de la justice	37	90	389	357	258	259	99
Conseil supérieur de la magistrature	0	0	2	2	2	2	0
MEDIAS, LIVRE ET INDUSTRIES CULTURELLES	71	107	529	386	315	314	71
Presse et médias	39	18	232	196	131	131	65
Livre et industries culturelles	32	89	297	189	184	183	6
OUTRE-MER	101	515	1 810	1 360	1 181	1 395	178
Emploi outre-mer	23	456	1 364	1 050	913	1 125	137
Conditions de vie outre-mer	77	59	446	309	268	270	41
PLAN DE RELANCE	-3	171	-254	1 120	4 333	4 333	-3 213
Écologie	-4	132	-26	798	1 495	1 495	-696
Compétitivité	2	34	4	286	994	994	-709
Cohésion	0	5	-233	36	1 844	1 844	-1 808
PLAN D'URGENCE FACE A LA CRISE SANITAIRE ⁽²⁾	0	0	0	0	1 891	1 891	-1 891
Prise en charge du chômage partiel et financement des aides d'urgence aux employeurs et aux actifs précaires à la suite de la crise sanitaire	0	0	0	0	100	100	-100
Fonds de solidarité pour les entreprises à la suite de la crise sanitaire	0	0	0	0	1 761	1 761	-1 761
Renforcement exceptionnel des participations financières de l'Etat dans le cadre de la crise sanitaire	0	0	0	0	0	0	0
Compensation à la sécurité sociale des allègements de prélèvements pour les entreprises les plus touchées par la crise sanitaire	0	0	0	0	0	0	0
Matériels sanitaires pour faire face à la crise de la Covid-19	0	0	0	0	30	30	-30
POUVOIRS PUBLICS	0	0	1 077	1 077	1 048	1 048	29
Présidence de la République	0	0	110	110	105	105	5
Assemblée nationale	0	0	571	571	552	552	19
Sénat	0	0	346	346	339	339	8
La Chaîne parlementaire	0	0	34	34	34	34	0
Indemnités des représentants français au Parlement européen	0	0	0	0	0	0	0
Conseil constitutionnel	0	0	13	13	16	16	-3
Haute Cour	0	0	0	0	0	0	0
Cour de justice de la République	0	0	1	1	1	1	0



	Mois de juin		Cumul à fin juin 2023		Cumul à fin juin 2022 retraité	Cumul à fin juin 2022 consommé	Ecart cumul
	AE consommées	CP consommés	AE consommées	CP consommés	CP retraités	CP consommés	2023 / 2022 retraité
unité : million d'€.							
RECHERCHE ET ENSEIGNEMENT SUPERIEUR	211	2 137	26 489	15 561	14 873	14 859	688
Formations supérieures et recherche universitaire	51	148	14 066	7 314	6 992	6 990	322
Vie étudiante	3	40	1 879	1 639	1 658	1 657	-18
Recherches scientifiques et technologiques pluridisciplinaires	136	1 336	6 532	3 608	3 308	3 311	300
Recherche spatiale	0	401	1 778	1 195	1 158	1 158	36
Recherche dans les domaines de l'énergie, du développement et de la mobilité durables	0	49	1 194	1 065	1 244	1 244	-179
Recherche et enseignement supérieur en matière économique et industrielle	0	143	660	415	324	324	91
Recherche duale (civile et militaire)	-1	0	142	106	0	0	106
Enseignement supérieur et recherche agricoles	23	20	237	220	189	175	31
REGIMES SOCIAUX ET DE RETRAITE	71	517	5 320	3 533	3 438	3 514	95
Régimes sociaux et de retraite des transports terrestres	71	360	3 606	2 451	2 318	2 394	133
Régimes de retraite et de sécurité sociale des marins	0	69	735	470	469	469	0
Régimes de retraite des mines, de la SEITA et divers	0	89	979	613	651	651	-39
RELATIONS AVEC LES COLLECTIVITES TERRITORIALES	1 611	1 192	2 803	2 235	2 553	2 556	-317
Concours financiers aux collectivités territoriales et à leurs groupements	1 600	1 185	2 665	2 088	2 412	2 414	-324
Concours spécifiques et administration	11	7	137	147	141	142	6
REMBOURSEMENTS ET DEGREVEMENTS	17 377	17 381	72 237	72 227	62 806	62 711	9 420
Remboursements et dégrèvements d'impôts d'Etat	17 044	17 048	69 929	69 920	60 200	60 200	9 720
Remboursements et dégrèvements d'impôts locaux	333	332	2 308	2 307	2 607	2 511	-300
SANTE	67	525	1 351	1 087	1 085	1 085	2
Prévention, sécurité sanitaire et offre de soins	1	16	204	145	243	243	-98
Protection maladie	65	510	1 146	942	842	842	100
Carte vitale biométrique ⁽³⁾	0	0	0	0	0	0	0
Compensation à la Sécurité sociale du coût des dons de vaccins à des pays tiers et reversement des recettes de la Facilité pour la relance et la résilience (FRR) européenne au titre du volet «Ségur investissement» du plan national de relance et de résilience (PNRR)	0	0	0	0	0	0	0
SECURITES	2 010	2 060	11 442	11 214	10 756	10 758	457
Police nationale	1 063	1 083	6 068	5 944	5 713	5 713	231
Gendarmerie nationale	877	925	5 037	4 937	4 721	4 722	215
Sécurité et éducation routières	6	5	28	18	15	15	3
Sécurité civile	63	47	309	315	307	307	8
SOLIDARITE, INSERTION ET EGALITE DES CHANCES	110	4 036	27 878	15 809	15 023	14 952	787
Inclusion sociale et protection des personnes	53	1 650	12 952	7 367	7 452	7 382	-85
Handicap et dépendance	0	2 086	13 996	7 636	6 599	6 599	1 037
Egalité entre les femmes et les hommes	6	5	14	12	13	13	-1
Conduite et soutien des politiques sanitaires et sociales	50	295	916	794	759	759	35
Prise en charge par l'Etat du financement de l'indemnité inflation ⁽³⁾	0	0	0	0	200	200	-200
SPORT, JEUNESSE ET VIE ASSOCIATIVE	50	129	1 090	774	791	791	-18
Sport	18	88	350	254	325	325	-71
Jeunesse et vie associative	31	17	663	304	267	267	37
Jeux olympiques et paralympiques 2024	0	24	77	216	200	200	17
TRANSFORMATION ET FONCTION PUBLIQUES	60	72	375	365	236	236	129
Performance et résilience des bâtiments de l'Etat et de ses opérateurs ⁽¹⁾	34	28	120	151	66	66	86
Transformation publique	15	16	51	62	44	44	18
Innovation et transformation numériques	1	1	3	3	2	2	1
Fonction publique	8	23	181	128	107	107	22
Conduite et pilotage de la transformation et de la fonction publiques	4	4	21	21	18	18	3
TRAVAIL ET EMPLOI	1 117	1 686	6 937	7 896	6 267	6 275	1 628
Accès et retour à l'emploi	389	482	3 594	3 412	3 572	3 578	-161
Accompagnement des mutations économiques et développement de l'emploi	663	1 138	2 964	4 097	2 323	2 323	1 774
Amélioration de la qualité de l'emploi et des relations du travail	7	11	35	57	56	56	2
Conception, gestion et évaluation des politiques de l'emploi et du travail	59	56	344	330	316	319	14
TOTAL DES DEPENSES BRUTES DU BUDGET GENERAL	41 655	51 845	316 845	295 759	268 945	268 699	26 814
TOTAL DES DEPENSES NETTES DU BUDGET GENERAL	24 611	34 797	246 916	225 840	208 745	205 988	17 094

⁽¹⁾ Modification de libellé en LFI 2023

⁽²⁾ Création en LFI 2023

⁽³⁾ Suppression en LFI 2023



	Mois		Cumul à fin juin		Ecart cumul	
	unité : million d'€.	Juin	2023	2022 retraité	2022 exécuté	2023 / 2022 retraité
Impôt sur le Revenu (A)		7 853	49 120	46 584	46 584	2 536
Autres impôts directs perçus par voie d'émission de rôles (B)		180	731	890	929	-160
Impôt sur les sociétés (C)		17 826	45 139	47 836	47 836	-2 697
Impôt sur les sociétés		17 478	44 359	46 642	46 642	-2 283
Contribution sociale sur les bénéfices des sociétés		348	780	944	944	-165
Contribution de la Caisse des dépôts et consignations représentative de l'impôt sur les sociétés		0	0	249	249	-249
Autres impôts directs et taxes assimilées (D)		5 165	13 841	13 483	9 539	358
Retenues à la source sur certains bénéfices non commerciaux et de l'impôt sur le revenu		70	803	512	512	292
Retenues à la source et prélèvements sur les revenus de capitaux mobiliers et le prélèvement sur les bons anonymes		1 621	2 882	2 574	2 574	308
Prélèvements sur les bénéfices tirés de la construction immobilière (loi n°63-254 du 15 mars 1963, art. 28-IV)		0	0	0	0	0
Précompte dû par les sociétés au titre de certains bénéfices distribués (loi n° 65-566 du 12 juillet 1965 art 3)		3	73	0	0	73
Prélèvement exceptionnel de 25 % sur les distributions de bénéfices		0	1	0	0	1
Impôt sur la fortune immobilière		33	208	308	308	-100
Taxe sur les locaux à usage de bureaux, les locaux commerciaux et de stockage		0	3	3	3	1
Prélèvements sur les entreprises d'assurance		3	220	94	94	126
Taxe sur les salaires		0	0	0	0	0
Cotisation minimale de taxe professionnelle		0	0	0	0	0
Cotisations perçues au titre de la participation des employeurs à l'effort de construction		2	12	19	19	-7
Taxe de participation des employeurs au financement de la formation professionnelle continue		6	13	18	18	-5
Taxe forfaitaire sur les métaux précieux, les bijoux, les objets d'art, de collection et d'antiquité		10	58	60	60	-2
Contribution des institutions financières		0	0	0	0	0
Taxe sur les surfaces commerciales		190	193	183	183	10
Cotisation nationale de péréquation de taxe professionnelle		0	0	0	0	0
Prélèvements de solidarité		915	4 675	4 079	4 079	595
Taxe sur les services numériques		11	397	358	358	39
Taxe d'habitation sur les résidences principales		30	386	792	792	-407
Cotisation sur la valeur ajoutée des entreprises (affectation temporaire à l'Etat)		2 053	3 538	4 030	86	-492
Cotisation foncière des entreprises (affectation temporaire à l'Etat en 2010)		0	1	1	1	0
Recettes diverses		219	377	450	450	-73
Taxe Intérieure de Consommation sur les Produits Energétiques (E)		1 824	9 143	8 541	9 145	602
Taxe sur la Valeur Ajoutée (F)		13 290	88 273	82 400	87 177	5 872
Enregistrement, timbre, autres contributions et taxes indirectes (G)		3 431	18 078	20 312	19 440	-2 234
Mutations à titre onéreux de créances, rentes, prix d'offices		31	211	402	402	-191
Mutations à titre onéreux de fonds de commerce		17	99	104	104	-5
Mutations à titre onéreux de meubles corporels		0	1	0	0	0
Mutations à titre onéreux d'immeubles et droits immobiliers		8	52	32	32	21



	Mois		Cumul à fin juin		Ecart cumul	
	unité : million d'€.	Juin	2023	2022 retraité	2022 exécuté	2023 / 2022 retraité
Mutations à titre gratuit entre vifs (donations)		384	1 834	1 481	1 481	353
Mutations à titre gratuit par décès		1 696	7 682	6 968	6 968	714
Contribution de sécurité immobilière		69	399	445	445	-47
Autres conventions et actes civils		49	219	225	225	-6
Actes judiciaires et extrajudiciaires		0	0	0	0	0
Taxe de publicité foncière		53	302	287	287	15
Prélèvement sur les sommes versées par les organismes d'assurances et assimilés à raison des contrats d'assurances en cas de décès		25	244	236	236	9
Taxe additionnelle au droit de bail		0	0	0	0	0
Recettes diverses et pénalités		33	107	79	79	27
Timbre unique		57	197	168	168	28
Taxe sur les véhicules de société		0	0	0	0	0
Actes et écrits assujettis au timbre de dimension		0	0	0	0	0
Permis de chasser		0	0	0	0	0
Produit de la taxe additionnelle à la taxe sur les certifications d'immatriculation des véhicules		70	384	271	271	113
Droits d'importation		0	0	0	0	0
Contribution sur la rente inframarginale de la production d'électricité ⁽¹⁾		0	0	0	0	0
Autres taxes intérieures		66	1 481	5 185	4 313	-3 704
Autres droits et recettes accessoires		1	3	3	3	0
Amendes et confiscations		4	22	23	23	-1
Taxe générale sur les activités polluantes		136	594	92	92	502
Cotisation à la production sur les sucres		0	0	0	0	0
Droit de licence sur la rémunération des débitants de tabacs		0	0	0	0	0
Taxe et droits de consommation sur les tabacs		2	39	38	38	2
Garantie des matières d'or et d'argent		0	0	0	0	0
Taxe spéciale sur certains véhicules routiers		1	164	156	156	8
Autres droits et recettes à différents titres		0	0	0	0	0
Taxe sur les achats de viande		0	0	0	0	0
Taxe spéciale sur la publicité télévisée		0	0	0	0	0
Redevances sanitaires d'abattage et de découpage		4	24	25	25	-1
Taxe sur certaines dépenses de publicité		0	18	17	17	1
Taxe de l'aviation civile		0	0	0	0	0
Taxe sur les installations nucléaires de base		0	560	560	560	0
Taxes sur les stations et liaisons radioélectriques privées		0	23	24	24	-1
Produits des jeux exploités par la Française des Jeux (hors paris sportifs)		365	1 267	1 257	1 257	10
Prélèvements sur le produit des jeux dans les casinos		87	451	379	379	73
Prélèvement sur le produit brut des paris hippiques		31	187	188	188	-1
Prélèvement sur les paris sportifs		90	446	385	385	61
Prélèvement sur les jeux de cercle en ligne		9	59	50	50	9
Redevance sur les paris hippiques en ligne		0	0	0	0	0
Taxe sur les transactions financières		85	575	860	860	-285
Impositions forfaitaires sur les entreprises de réseaux (affectation temporaire à l'Etat en 2010)		0	0	0	0	0
Autres taxes		61	434	372	372	62
TOTAL GENERAL (A+B+C+D+E+F+G)		49 569	224 324	220 046	220 650	4 278
TOTAL GENERAL (net)		32 521	154 404	159 846	157 939	-5 441

⁽¹⁾ Création en LFI 2023



	Mois		Cumul à fin juin		Ecart cumul	
	unité : million d'€.	Juin	2023	2022 retraité	2022 exécuté	2023 / 2022 retraité
Dividendes et recettes assimilées (A)		1 336	2 242	3 886	3 886	-1 643
Produits des participations de l'Etat dans des entreprises financières		712	712	1 764	1 764	-1 052
Produits des participations de l'Etat dans des entreprises non financières et bénéficiaires des établissements publics non financiers		614	1 517	1 003	1 003	513
Autres dividendes et recettes assimilées		10	13	1 118	1 118	-1 105
Produits du domaine de l'Etat (B)		29	661	1 158	1 158	-497
Revenus du domaine public non militaire		5	249	845	845	-597
Autres revenus du domaine public		1	3	2	2	1
Revenus du domaine privé		19	307	181	181	126
Redevances d'usage des fréquences radioélectriques		3	102	130	130	-27
Païement par les administrations de leurs loyers budgétaires ⁽¹⁾		0	0	0	0	0
Produit de la cession d'éléments du patrimoine immobilier de l'Etat		0	0	0	0	0
Autres produits de cessions d'actifs		0	0	0	0	0
Autres revenus du Domaine		0	1	1	1	0
Produits de la vente de biens et services (C)		316	1 110	1 297	1 297	-187
Remboursement par l'Union européenne des frais d'assiette et de perception des impôts et taxes perçus au profit de son budget		47	219	235	235	-16
Autres frais d'assiette et de recouvrement		82	529	551	551	-22
Rémunération des prestations assurées par les services du Trésor Public au titre de la collecte de l'épargne		1	4	25	25	-21
Produits de la vente de divers biens		0	0	0	0	0
Produits de la vente de divers services		0	2	3	3	-1
Autres recettes diverses		186	357	483	483	-126
Remboursements et intérêts des prêts, avances et autres immobilisations financières (D)		114	289	343	343	-54
Intérêts des prêts à des banques et à des Etats étrangers		95	162	22	22	140
Intérêts des prêts du fonds de développement économique et social		1	6	3	3	3
Intérêts des avances à divers services de l'Etat ou organismes gérant des services publics		5	9	1	1	8
Intérêts des autres prêts et avances		5	40	259	259	-219
Avances remboursables sous conditions consenties à l'aviation civile		4	45	43	43	2
Autres avances remboursables sous conditions		0	0	0	0	0
Reversement au titre des créances garanties par l'Etat		0	0	0	0	0
Autres remboursements d'avances, de prêts et d'autres créances immobilisées		3	28	16	16	12



	Mois		Cumul à fin juin		Ecart cumul
	Mois	2023	2022 retraité	2022 exécuté	2023 / 2022 retraité
	unité : million d'€.				
	Juin				
Amendes, sanctions, pénalités et frais de poursuite (E)	94	846	733	733	112
Produits des amendes de la police de la circulation et du stationnement routiers	0	45	45	45	0
Produits des amendes prononcées par les autorités de la concurrence	1	135	77	77	58
Produits des amendes prononcées par les autres autorités administratives indépendantes	6	169	230	230	-62
Recouvrements poursuivis à l'initiative de l'agence judiciaire de l'Etat	1	7	3	3	3
Produits des autres amendes et condamnations pécuniaires	83	481	358	358	123
Frais de poursuite	3	3	7	7	-3
Frais de justice et d'instance	1	4	5	5	-1
Intérêts moratoires	0	0	0	0	0
Pénalités	0	2	8	8	-6
Divers (F)	267	1 693	8 735	8 735	-7 042
Reversements de Natixis	0	0	0	0	0
Reversements au titre des procédures de soutien financier au commerce extérieur	0	533	348	348	185
Prélèvements sur les fonds d'épargne gérés par la Caisse des dépôts et consignations	0	0	0	0	0
Divers produits de la rémunération de la garantie de l'Etat	126	337	358	358	-21
Produits des chancelleries diplomatiques et consulaires	22	111	91	91	20
Redevances et divers produits pour frais de contrôle et de gestion	1	7	7	7	0
Prélèvement effectué sur les salaires des conservateurs des hypothèques	0	0	0	0	0
Prélèvements effectués dans le cadre de la directive épargne	0	0	0	0	0
Commissions et frais de trésorerie perçus par l'Etat dans le cadre de son activité régalienne	0	0	0	0	0
Frais d'inscription	1	3	3	3	0
Recouvrement des indemnisations versées par l'Etat au titre des expulsions locatives	1	3	4	4	-1
Remboursement des frais de scolarité et accessoires	1	3	3	3	0
Récupération d'indus	30	56	14	14	42
Recouvrements après admission en non-valeur	10	56	70	70	-14
Divers versements de l'Union européenne	0	0	7 400	7 400	-7 400
Reversements de fonds sur les dépenses des ministères ne donnant pas lieu à rétablissement de crédits	3	22	17	17	5
Intérêts divers (hors immobilisations financières)	3	17	14	14	3
Recettes diverses en provenance de l'étranger	0	0	0	0	0
Remboursement de certaines exonérations de taxe foncière sur les propriétés non bâties (art.109 de la loi de finances pour 1992)	0	0	0	0	0
Soulte sur reprise de dette et recettes assimilées	0	0	0	0	0
Recettes accidentelles	21	219	188	188	31
Produits divers	1	21	4	4	17
Autres produits divers	47	305	213	213	91
TOTAL RECETTES NON FISCALES (A+B+C+D+E+F)	2 157	6 842	16 153	16 153	-9 312

⁽¹⁾ Suppression en LFI 2023



	Mois		Cumul à fin juin		Ecart cumul 2023 / 2022 retraité
	Mois	2023	2022 retraité	2022 exécuté	
unité : million d'€.	Jun				
Prélèvements sur les recettes de l'Etat au profit des collectivités territoriales	-7 261	-22 284	-18 789	-18 885	-3 496
Prélèvement sur les recettes de l'Etat au titre de la dotation globale de fonctionnement	-4 699	-14 726	-11 994	-12 087	-2 733
Prélèvement sur les recettes de l'Etat au titre de la dotation spéciale pour le logement des instituteurs	0	-1	-1	-1	0
Dotation de compensation des pertes de bases de la taxe professionnelle et de redevance des mines des communes et de leurs groupements	0	-4	-7	-7	3
Prélèvement sur les recettes de l'Etat au profit du Fonds de compensation pour la taxe sur la valeur ajoutée (FCTVA)	-1 107	-3 206	-2 811	-2 811	-396
Prélèvement sur les recettes de l'Etat au titre de la compensation d'exonérations relatives à la fiscalité locale	-240	-277	-301	-301	24
Dotation élu local	0	0	0	0	0
Prélèvement sur les recettes de l'Etat au profit de la collectivité de Corse	0	0	-35	-35	35
Fonds de mobilisation départementale pour l'insertion	0	-4	3	0	-7
Dotation départementale d'équipement des collèges	-72	-72	-35	-35	-36
Dotation régionale d'équipement scolaire	-104	-104	-32	-32	-72
Dotation globale de construction et d'équipement scolaire	0	0	0	0	0
Dotation de compensation de la réforme de la taxe professionnelle	-240	-1 440	-1 444	-1 444	4
Dotation pour transferts de compensations d'exonérations de fiscalité directe locale	-127	-150	-183	-183	33
Prélèvement sur les recettes de l'Etat au titre de la dotation unique des compensations spécifiques à la taxe professionnelle	0	0	0	0	0
Dotation de compensation de la réforme de la taxe sur les logements vacants pour les communes et les établissements publics de coopération intercommunale percevant la taxe d'habitation sur les logements vacants	-1	-1	11	11	-12
Dotation de compensation liée au processus de départementalisation de Mayotte	-9	-54	-54	-54	0
Fonds de compensation des nuisances aéroportuaires	0	0	0	0	0
Dotation de garantie des reversements des fonds départementaux de taxe professionnelle	-220	-248	-200	-200	-47
Prélèvement sur les recettes de l'Etat au titre de la compensation des pertes de recettes liées au relèvement du seuil d'assujettissement des entreprises au versement transport	0	0	0	0	0
Prélèvement sur les recettes de l'Etat au profit de la collectivité territoriale de Guyane	0	0	-27	-27	27
Prélèvement sur les recettes de l'Etat au profit des régions au titre de la neutralisation financière de la réforme de l'apprentissage	-13	-39	-40	-40	1
Prélèvement sur les recettes de l'Etat au profit de la Polynésie française	-8	-45	-45	-45	0
Soutien exceptionnel de l'Etat au profit des collectivités du bloc communal confrontées à des pertes de recettes fiscales et domaniales du fait de la crise sanitaire	0	29	283	283	-254
Soutien exceptionnel de l'Etat au profit des régions d'outre-mer confrontées à des pertes de recettes d'octroi de mer et de taxe spéciale de consommation du fait de la crise sanitaire	0	0	0	0	0
Soutien exceptionnel de l'Etat au profit de la collectivité de Corse confrontée à certaines pertes de recettes fiscales spécifiques du fait de la crise sanitaire	0	0	0	0	0
Soutien exceptionnel de l'Etat au profit de Saint-Pierre-et-Miquelon, Saint-Martin, Saint-Barthélemy et Wallis-et-Futuna confrontées à certaines pertes de recettes fiscales spécifiques du fait de la crise sanitaire	0	0	0	0	0
Prélèvement sur les recettes de l'Etat au titre de la compensation de la réduction de 50% des valeurs locatives de TFPB et de CFE des locaux industriels	-420	-1 938	-1 877	-1 877	-62
Prélèvement sur les recettes de l'Etat au titre de la compensation des communes et EPCI contributeurs au Fonds national de garantie individuelle des ressources (FNGIR) subissant une perte de base de cotisation foncière des entreprises	0	0	0	0	0
Prélèvement exceptionnel sur les recettes de l'Etat de compensation du Fonds national de péréquation des droits de mutation à titre onéreux (DMTO)	0	0	0	0	0
Prélèvement sur les recettes de l'Etat au titre du soutien exceptionnel de compensation aux départements de la revalorisation du revenu de solidarité active	0	0	0	0	0
Prélèvement sur les recettes de l'Etat au titre du soutien exceptionnel pour les communes et leurs groupements face à la croissance des prix de l'énergie et de la revalorisation du point d'indice de la fonction publique	0	0	0	0	0
Prélèvement exceptionnel sur les recettes de l'Etat au profit des collectivités territoriales et des groupements de communes qui procèdent à l'abandon ou à la renonciation définitive de loyers	0	0	-1	-1	1
Prélèvement sur les recettes de l'Etat au titre de la compensation exceptionnelle pour la revalorisation des rémunérations versées aux stagiaires de la formation professionnelle	0	-5	0	0	-5
Prélèvements sur les recettes de l'Etat au profit de l'Union européenne	-2 084	-12 541	-13 114	-13 114	574
TOTAL PRELEVEMENTS SUR RECETTES	-9 344	-34 825	-31 903	-31 999	-2 922
Fonds de concours et attributions de produits ⁽¹⁾					
Fonds de concours ordinaires et spéciaux	799	2 643	2 346	2 346	297
Fonds de concours - coopération internationale	43	405	221	221	183
TOTAL FONDS DE CONCOURS ET ATTRIBUTIONS DE PRODUITS ⁽¹⁾	843	3 047	2 567	2 567	480

⁽¹⁾ Modification de libellé en LFI 2023



**Situation Mensuelle
de l'Etat
Juin 2023**

OPERATIONS DES COMPTES SPECIAUX

	Mois de juin		Cumul à fin juin									Ecart cumul	
	Dépenses	Recettes	Dépenses			Recettes			Soldes			Soldes 2023 / 2022 retraité	
			2023	2022 retraité	2022 exécuté	2023	2022 retraité	2022 exécuté	2023	2022 retraité	2022 exécuté		
unité : million d'€.													
Comptes d'affectation spéciale	6 652	5 818	44 903	33 531	33 531	44 235	34 389	34 389	-668	859	859	-1 526	
Contrôle de la circulation et du stationnement routiers	81	187	168	164	164	964	866	866	796	702	702	94	
Développement agricole et rural	4	6	18	19	19	124	116	116	106	97	97	9	
Financement des aides aux collectivités pour l'électrification rurale	14	31	123	156	156	187	188	188	64	32	32	32	
Gestion du patrimoine immobilier de l'Etat	36	25	170	131	131	295	153	153	126	22	22	103	
Participation de la France au désendettement de la Grèce ⁽¹⁾	0	0	0	34	34	0	0	0	0	-34	-34	34	
Participations financières de l'Etat	1 406	756	13 214	3 288	3 288	11 647	2 981	2 981	-1 566	-307	-307	-1 260	
Pensions	5 112	4 813	31 211	29 740	29 740	31 018	30 085	30 085	-194	345	345	-539	
Comptes de concours financiers	10 193	10 990	62 402	59 155	59 155	42 814	43 475	43 475	-19 588	-15 680	-15 680	-3 908	
Accords monétaires internationaux	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	
Avances à l'audiovisuel public	318	7	1 908	1 851	1 851	41	1 166	1 166	-1 867	-684	-684	-1 182	
Avances aux collectivités territoriales	9 822	10 385	58 615	54 464	54 464	41 185	40 932	40 932	-17 430	-13 532	-13 532	-3 898	
Prêts à des Etats étrangers	5	86	464	573	573	171	455	455	-293	-119	-119	-175	
Prêts et avances à des particuliers ou à des organismes privés	48	3	245	821	821	215	188	188	-30	-633	-633	603	
Prêts et avances à divers services de l'Etat ou organismes gérant des services publics ⁽²⁾	0	510	1 170	1 446	1 446	1 202	734	734	32	-712	-712	744	
Comptes de commerce	2 630	2 305	32 725	26 694	26 694	33 145	26 743	26 743	420	49	49	370	
Approvisionnement de l'Etat et des forces armées en produits pétroliers et énergies alternatives, biens et services complémentaires ⁽²⁾	87	126	520	482	482	589	469	469	69	-13	-13	82	
Cantine et travail des détenus dans le cadre pénitentiaire	16	17	95	95	95	91	92	92	-4	-3	-3	-1	
Couverture des risques financiers de l'Etat	1 048	1 048	1 614	1 690	1 690	1 614	1 690	1 690	0	0	0	0	
Exploitations industrielles des ateliers aéronautiques de l'Etat	102	100	334	311	311	370	441	441	36	130	130	-94	
Gestion de la dette et de la trésorerie de l'Etat	1 281	919	28 969	23 465	23 465	28 971	23 461	23 461	2	-3	-3	5	
Lancement de certains matériels de guerre et matériels assimilés	1	3	1	5	5	3	5	5	2	0	0	2	
Opérations commerciales des domaines	5	19	34	27	27	61	55	55	26	29	29	-3	
Régie industrielle des établissements pénitentiaires	3	2	16	16	16	14	10	10	-2	-6	-6	5	
Renouvellement des concessions hydroélectriques ⁽¹⁾	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	
Soutien financier au commerce extérieur	86	71	1 141	604	604	1 431	521	521	290	-83	-83	373	
Comptes d'opérations monétaires	22	33	90	2 161	2 161	803	1 070	1 070	713	-1 091	-1 091	1 804	
Emission des monnaies métalliques	9	33	63	75	75	94	92	92	31	17	17	14	
Opérations avec le Fonds Monétaire International	13	0	20	2 082	2 082	707	975	975	687	-1 107	-1 107	1 794	
Pertes et bénéfices de change	0	0	7	4	4	2	3	3	-5	-1	-1	-4	
TOTAL COMPTES SPECIAUX	19 497	19 146	140 120	121 540	121 540	120 998	105 678	105 678	-19 123	-15 863	-15 863	-3 260	
TOTAL COMPTES SPECIAUX (hors FMI)	19 484	19 146	140 100	119 458	119 458	120 290	104 703	104 703	-19 810	-14 756	-14 756	-5 054	

⁽¹⁾ Suppression en LFI 2023

⁽²⁾ Modification de libellé en LFI 2023



		unité : million d'€.	Solde au 31/12/2022	Flux nets de l'année	Solde à fin juin 2023
Dépôts de fonds au Trésor	Organismes d'assurance et de réassurance		389	16	405
	Organismes à caractère financier	Caisse des Dépôts et Consignations	12	-1	11
		La Poste	0	0	0
		Divers organismes à caractère financier	4 834	139	4 973
	Total organismes à caractère financier		5 235	154	5 389
		Régions	2 683	-413	2 270
		Départements	12 020	-2 368	9 652
		Communes	31 795	-1 725	30 070
	CEPL	Etablissements publics de coopération intercommunale	18 875	-1 711	17 163
		Etablissements sociaux et médico-sociaux	2 393	-376	2 016
		Autres	10 106	-288	9 819
	Total CEPL		77 872	-6 881	70 991
	Etablissements publics de santé		9 230	-1 820	7 411
		Etablissements publics nationaux à caractère administratif	26 972	-4 590	22 383
		Etablissements publics nationaux à caractère industriel et commercial	22 088	1 241	23 329
	Etablissements publics nationaux	Etablissements publics à caractère scientifique, culturel et professionnel	5 175	-199	4 976
		Etablissements publics à caractère scientifique et technologique	2 305	-182	2 122
	Total établissements publics nationaux		56 540	-3 730	52 810
	Gouvernements étrangers et organismes à l'étranger		8 816	-787	8 029
	Union européenne		3 975	-1 662	2 313
	BPI Groupe financement fonds de garantie	5 986	28	6 014	
	GIP	1 887	392	2 278	
Autres correspondants du Trésor et comptes rattachés	EPL	2 809	847	3 656	
	Autres correspondants	3 338	465	3 802	
	Neutralisation des découverts des correspondants du Trésor	0	0	0	
	Intérêts courus sur les dépôts des correspondants du Trésor	72	-72	0	
Total autres correspondants du Trésor et comptes rattachés		14 091	1 659	15 750	
Total Dépôts de fonds du Trésor		175 760	-13 067	162 693	
Comptes à terme	Placements des CEPL sur un compte à terme		306	1 343	1 649
	Placements des correspondants du Trésor (hors CEPL) sur un compte à terme		3	191	194
	Intérêts courus sur comptes à terme		0	0	0
	Total Comptes à terme		309	1 534	1 843
Total Passif (A)			176 069	-11 533	164 536
Créances résultant des placements des deniers pupillaires			0	0	0
Découverts des correspondants du Trésor			0	0	0
Total Actif (B)			0	0	0
SOLDE NET DE LA DETTE DE L'ETAT A L'EGARD DES CORRESPONDANTS DU TRESOR ET PERSONNES HABILITEES (A-B)			176 069	-11 533	164 536



unité : million d'€.	Solde au 31/12/2022	Flux nets de l'année	Solde à fin juin 2023
Titres négociables (A)	2 277 824	100 319	2 378 143
Titres négociables à moyen et long terme	2 129 361	86 498	2 215 859
Obligations Assimilables du Trésor (OAT)	2 129 361	86 498	2 215 859
<i>dont - taux fixe</i>	1 867 131	71 265	1 938 395
<i>- taux variable</i>	262 230	15 233	277 464
Bons du Trésor à intérêts Annuels (BTAN)	0	0	0
<i>dont - taux fixe</i>	0	0	0
<i>- taux variable</i>	0	0	0
Autres titres négociables à moyen et long terme	0	0	0
Titres négociables à court terme	148 463	13 821	162 284
Bons du Trésor à taux Fixe (BTF)	148 463	13 821	162 284
Autres titres négociables à court terme	0	0	0
Dettes exigibles sur titres négociables échus (B)	0	0	0
Dettes financières et autres emprunts (C)	34 468	-1 792	32 676
TOTAL (A+B+C)	2 312 292	98 527	2 410 819



Les chiffres présentés sont les données mensuelles et cumulées depuis le 1^{er} janvier jusqu'à la fin du mois. Les chiffres « 2022 exécuté » correspondent aux données publiées l'année dernière. Les chiffres « 2022 retraité » correspondent aux données « 2022 exécuté » corrigées du montant 2022 du programme 201 « Remboursements et dégrèvements d'impôts locaux » et des mesures nouvelles de changement de périmètre adoptées en LFI.

Autorisations d'engagement (AE)

Elles constituent la limite supérieure des dépenses pouvant être engagées dans l'année.

Catégorie

La catégorie identifie une typologie de dépenses relevant d'un titre.

Comptes spéciaux

Comptes spéciaux dotés de crédits :

Les **comptes d'affectation spéciale** retracent des opérations budgétaires financées au moyen de recettes particulières qui sont, par nature, en relation directe avec les dépenses concernées. Les crédits de ces comptes sont limitatifs.

Les **comptes de concours financiers** retracent les prêts et avances consentis par l'Etat. Un compte distinct est ouvert pour chaque débiteur ou catégorie de débiteurs. Les comptes de concours financiers sont dotés de crédits limitatifs, à l'exception du compte d'Accords monétaires internationaux et du compte de Prêts à des Etats étrangers.

Comptes spéciaux dotés d'autorisations de découverts :

Les évaluations de recettes et les prévisions de dépenses de ces comptes ont un caractère indicatif ; seul le découvert fixé pour chacun d'entre eux revêt un caractère limitatif.

Les **comptes de commerce** retracent des opérations de caractère industriel ou commercial effectuées à titre accessoire par des services de l'Etat non dotés de la personnalité morale.

Les **comptes d'opérations monétaires** retracent des recettes et des dépenses de caractère monétaire.

Correspondants du Trésor

Déposants de fonds au Trésor Public.

Crédits de paiement (CP)

Limite supérieure des dépenses pouvant être ordonnancées ou payées pendant l'année pour la couverture des engagements contractés dans le cadre des autorisations d'engagement.

Dépenses et recettes nettes

L'article 8 de la loi organique n° 2021-1836 du 28 décembre 2021 relative à la modernisation de la gestion des finances publiques vient compléter l'article 10 de la loi organique n° 2021-692 du 1^{er} août 2001 par l'alinéa ainsi rédigé « Les crédits relatifs aux remboursements, restitutions et dégrèvements des impositions de toutes natures revenant à l'Etat ne sont pas pris en compte pour l'évaluation des recettes et la présentation du tableau d'équilibre prévue à l'article 34 ».

Les dépenses et recettes nettes correspondent ainsi aux dépenses budgétaires brutes et aux recettes fiscales brutes, minorées des remboursements et dégrèvements (R&D) d'impôts d'Etat (mission « R&D », programme 0200 « R&D d'impôts d'Etat »).

Dettes financières de l'Etat

La dette financière de l'Etat (page 17) ne comprend pas les intérêts courus non échus, les intérêts constatés d'avance ainsi que les dettes rattachées à des participations, pour présenter un montant en accord avec la dette au sens de Maastricht.

Différences d'arrondis

La somme des arrondis n'étant pas égale à l'arrondi d'une somme, des écarts de montants peuvent apparaître entre les tableaux de synthèse et les tableaux de développement. Pour l'ensemble des tableaux, le montant présenté au regard de chaque ligne de détail correspond à la valeur arrondie la plus proche.

FMI : Fonds Monétaire International

Fonds de concours et attributions de produits

Fonds versés par des personnes morales ou physiques pour concourir à des dépenses d'intérêt public.

Mission

Une mission comprend un ensemble de programmes concourant à une politique publique définie. Seule une disposition de loi de finances d'initiative gouvernementale peut créer une mission. Elle peut être interministérielle. Elle constitue l'unité de vote des crédits. Les projets de loi de finances présentent les crédits en missions, détaillées en programmes, eux-mêmes composés d'actions. Les parlementaires peuvent notamment modifier la répartition des moyens entre programmes d'une même mission. Le montant global des crédits de la mission ne peut, en revanche, être accru par le Parlement.

Prélèvements sur recettes (PSR)

Prélèvements effectués sur les recettes de l'Etat au profit des collectivités territoriales et de l'Union européenne.

Programme

Un programme regroupe les crédits destinés à mettre en œuvre une action ou un ensemble cohérent d'actions relevant d'un même ministère et auquel sont associés des objectifs précis, définis en fonction de finalités d'intérêt général, ainsi que des résultats attendus et faisant l'objet d'une évaluation. Unité de spécialité des crédits, il constitue le cadre de gestion opérationnelle des politiques de l'Etat. Le responsable d'un programme a la faculté d'utiliser librement les crédits au sein de l'enveloppe fixée par le Parlement, sans dépasser le montant prévu pour les dépenses de personnel et le plafond ministériel des autorisations d'emplois.

R&D : Remboursements et Dégrèvements

Il s'agit de dépenses venant en atténuation de recettes d'impôts d'Etat ou d'impôts locaux. Les remboursements concernent des trop versés d'impôts acquittés par versement spontané. Les dégrèvements sont calculés après l'émission initiale de l'impôt pour rectifier des erreurs ou à la suite de procédures contentieuses. Les restitutions d'impôts, les remises gracieuses et les admissions en non valeur sont également des dépenses venant en atténuation de recettes.

Solde budgétaire de l'exercice

Solde des opérations d'exécution des lois de finances initiale et rectificatives relatives au budget de l'année courante.

Titre

Le titre identifie une typologie de dépenses budgétaires de l'Etat.